

Débats

## Gabon, Sahel : que reste-t-il vraiment de la Françafrique aujourd'hui ?

stephen smith En Afrique, la France se retrouve fréquemment sur le banc des accusés. Au Niger, comme au Mali deux ans plus tôt, les putschistes ont pris le pouvoir en dénonçant l'ingérence de Paris dans leurs affaires intérieures. Et si, au Gabon, les auteurs du coup de force n'ont pas ciblé la France, les discours dénonçant l'omniprésence de l'ancienne puissance coloniale rencontrent toujours un certain écho sur les réseaux sociaux, tant dans l'ex-métropole que sur le continent africain, rappelle le professeur d'études africaines à l'université Duke, aux États-Unis\*. Pourtant, selon lui, la Françafrique est un concept dépassé de longue date. La rente de la France s'est dissoute dans la compétition internationale après la fin de la guerre froide, et l'argument, conclut-il, ne sert plus qu'à mobiliser les oppositions.

Stephen Smith

---

Dans une vidéo qui a été largement relayée, un Ali Bongo visiblement diminué par son AVC en 2018 cherche à faire savoir qu'il est prisonnier. Assis dans un fauteuil Empire au Palais du bord de mer, à Libreville, il lance un appel « *à tous nos amis dans le monde entier pour faire du bruit, du bruit, vraiment du bruit* » - propos aussi pathétique que prudent d'un dirigeant qui ne compte pas sur ses concitoyens, dont il prétend pourtant qu'ils viennent de le réélire, et qui n'est pas prêt à risquer sa vie en poussant un cri de ralliement pour la reconquête du pouvoir. Mais ce qui frappe, surtout, c'est qu'il s'exprime en anglais. Qui eût cru que, dans la pétromonarchie mise en place par Jacques Foccart pour garantir la sécurité énergétique de la France, le fils héritier d'Omar Bongo - pendant quarante et un ans le cogérant madré de la Françafrique, l'arroseur d'or noir de tous les partis politiques dans l'Hexagone - lancerait son cri de détresse dans une langue autre que le français ?

Mais Ali Bongo est bien dans sa vérité, les circonstances ne se prêtant pas à la comédie. Sur le plan personnel, il s'est passionné très tôt pour la musique américaine, surtout la soul et le funk. À 18 ans, il a même sorti un disque, *A Brand New Man*, avec le manager du légendaire James Brown, qu'il a plus tard fait venir au Gabon, tout comme Michael Jackson. Et en 1994, Ali Bongo, qui est musulman, a pris pour coépouse une Américaine noire qu'il avait connue huit ans plus tôt en Californie (le couple, qui a trois enfants, a divorcé en 2015).

Sur le plan politique, dès sa prise de pouvoir, en 2009, à la faveur de la première de trois élections présidentielles falsifiées, Ali Bongo s'est soustrait à l'influence du *missi dominici* de la

Françafrique, Me Robert Bourgi. Depuis, le PDG du groupe sud-africain Paramount, et non un marchand d'armes français, est devenu son fournisseur préféré d'équipements de sécurité. En 2019, l'Anglais Lee White, protecteur de la faune tropicale et l'homme par qui les crédits carbone devaient arriver, a été nommé ministre gabonais des Eaux et Forêts, de la Mer et de l'Environnement. En 2022, l'ex-colonie française a intégré le Commonwealth. Enfin, en avril dernier, Xi Jinping a qualifié Ali Bongo de « *vieil ami de la Chine* », pays auquel le Gabon est lié par un « partenariat stratégique global » et qui, depuis dix ans déjà, est son principal partenaire commercial.

Ce n'est pas pour dire que la France serait quantité négligeable dans son ancienne colonie. Elle y reste même très bien implantée eu égard au rang mondial de son économie. Elle est toujours le premier importateur au Gabon, une courte tête devant la Chine (seulement, les exportations du Gabon sont presque trois fois plus importantes que ses importations et, pour une petite moitié d'entre elles, partent en Chine, alors que la France ne fait pas partie des cinq meilleurs clients du Gabon). Et c'est Paris, et non pas Pékin, qui maintient au pays de l'Okoumé quelque 400 soldats « prépositionnés ». Au demeurant, l'ex-première dame du Gabon, elle aussi en état d'arrestation, est née à Paris et, comme en atteste sa vidéo, Ali Bongo ne maîtrise pas l'anglais aussi bien que le français.

Que nous apprend l'héritier déchu qui, les yeux levés vers un iPhone, interpelle ses amis dans une langue étrangère ? Qu'il est « mondialisé », comme beaucoup d'Africains nés depuis les indépendances. Mais, surtout, qu'il n'attend de la France rien en particulier, que Paris n'est plus son pari. Ce n'est pas seulement une question de moyens mais, aussi, d'incompréhension. Car, à force de voir la France partout en Afrique, et de la placer invariablement au cœur des événements comme du temps où elle faisait effectivement la pluie et le beau temps dans son « pré carré », l'ex-métropole risque de passer à côté d'un continent qui change au rythme cascasant de ses générations successives. Tous les dix-neuf ans, la moitié de la population est « remplacée » par de nouveaux venus au monde, que des enfants et des adolescents. Peut-on espérer comprendre cette terre de jeunes quand on n'y va que pour chasser l'ombre de la Françafrique ?

Au Gabon, on risque même de se tromper de fantôme du passé. Car il est loin d'être sûr que le général qui vient d'y prendre le pouvoir - un « cousin » d'Ali Bongo et l'ancien aide de camp de Bongo père, jusqu'à sa mort - mettra fin à la mainmise du « clan » sur un pays où, après cinquante-six ans de règne dynastique, parenté et nomenclature se confondent. Un indice, qui est de mauvais augure : le nouvel homme fort, le général Oligui Nguema, a payé cash - pour plus de 1 million de dollars - les trois maisons qu'il a acquises aux abords de Washington DC entre 2015 et 2018. C'est beaucoup de liquide pour un colonel qui était alors attaché militaire à l'ambassade du Gabon d'abord au Maroc puis au Sénégal.

Omar Bongo se vantait d'avoir cinquante-trois enfants. Les parents plus ou moins proches à vouloir regagner une place au soleil ne manqueront donc pas. Certains d'entre eux, comme la

sœur d'Ali et ancienne chef de cabinet du père, Pascaline, connaissent les rouages du système mieux que personne. Aussi vaudrait-il mieux considérer le Gabon comme un émirat dans le golfe de Guinée et la révolution de palais qui vient de s'y produire comme un rebondissement dans la lutte de succession, au lieu de fêter l'avènement d'un « nouveau » pouvoir.

Mais quelle que soit la suite du coup de force au Gabon, il a eu lieu sans que la France ne soit vilipendée ni dans la rue ni par les nouveaux maîtres. Ces derniers, au contraire, ont rétabli l'accès aux médias internationaux de l'État français, France 24 et Radio France internationale (RFI), dès le lendemain du changement de garde à Libreville. Après la salve nourrie de putschs au Sahel, où la France est inlassablement mise au pilori, cela étonne. Il peut donc y avoir coup de force dans une ancienne colonie française sans que Paris soit tenu pour responsable du passif légué. Pourtant, a priori, l'héritage devrait peser plus lourd au Gabon qu'au Mali, au Burkina Faso ou au Niger. Dix à quinze fois plus riche que ces pays, le fief des Bongo a été, avec la Côte d'Ivoire de Félix Houphouët-Boigny, la principale terre nourricière de la Françafrique ; le Sahel, à l'exception du Sénégal et du Tchad pour des raisons différentes, a été plutôt le royaume des ONG et de l'aide humanitaire.

Neuf ans d'intervention antiterroriste dans le Sahel ont-ils fait toute la différence ? Sauf pour Emmanuel Macron, qui ne veut pas entendre parler de « défaite », l'échec de l'opération Barkhane, après le succès éclair de l'opération Serval, fait désormais l'objet d'un large consensus. Même si la situation sécuritaire s'est encore singulièrement dégradée depuis le départ des soldats français, on ne saurait nier que les insurgés islamistes n'étaient implantés que dans le nord du Mali au début de l'intervention française mais, à sa fin, présents dans au moins trois pays de la région. La bataille des cœurs et des esprits a également été perdue. Si bien qu'après s'être imprudemment félicitée de « pouvoir enfin travailler » quand un régime fort est advenu à Bamako, la France a été virée par la junte malienne, puis par ses sœurs ayant pris le pouvoir à Ouagadougou et à Niamey. On pense à Victor Hugo : hier la grande armée et maintenant... troupeau de transhumance.

À qui la faute ? Les présumés coupables sont nombreux, de la propagande russe et du groupe Wagner aux démagogues et autres attiseurs africains du ressentiment en passant par les bailleurs de fonds wahhabites du djihad en Afrique. Mais c'est la France la principale accusée. Bien entendu, il est absurde de prétendre qu'elle aurait, au lieu de les combattre, nourri en son sein les terroristes au Sahel pour mieux exploiter les richesses de la région - la plus pauvre du monde (même l'uranium du Niger, qui couvre 17 % des besoins français, n'est pas une ressource stratégique et pourrait être remplacé par d'autres sources d'approvisionnement). Mais longtemps avant que la « rue africaine » ne se mette à fantasmer sur les sombres desseins de Paris, et que la cyberguerre russe n'assure la diffusion virale des accusations les plus folles, la France elle-même s'est reconnue sous les traits caricaturaux d'un monstre néocolonial impossible à terrasser.

En effet, la Françafrique - l'expression courante, depuis la fin des années 1990, pour dénoncer l'alliance post sinon néocoloniale entre Paris et les capitales francophones du continent - est devenue un miroir déformant depuis que le terme a été détourné de son contexte géopolitique qu'était la guerre froide. La Françafrique correspondait alors à la sphère d'influence occidentale laissée à la cogestion franco-africaine tant que celle-ci parvenait à barrer la route au communisme. Après la chute du mur de Berlin, cette rente de situation concédée à la France en échange d'un cahier des charges s'est lentement dissoute dans la compétition internationale. D'abord les États-Unis, le Japon ou l'Allemagne, puis la Chine, l'Inde ou la Turquie sont venus prendre leur part du marché africain. Or, une grande partie de l'opinion publique en France s'est convaincue que l'ancien système se perpétue sur le terreau d'une collusion entre élites prêtes, ici et là-bas, à toutes les « magouilles ». Implicite est l'idée d'une trahison permanente des dirigeants africains, depuis les pères de l'indépendance à nos jours. Même un Houphouët-Boigny ou un Senghor n'aurait ainsi jamais eu d'autre projet politique pour leur peuple que de les « livrer aux Français », du moment qu'ils pouvaient participer au pillage en bande organisée...

Ce n'est pas un hasard si cette version de l'histoire ressemble à nombre de contenus qui circulent sur des réseaux sociaux en Afrique. Il y a un narratif en partage entre l'ex-métropole et ses anciennes colonies. À force de surenchères, l'idée d'une Françafrique immortelle, toute-puissante et omniprésente a pris racine, même là où la France en chair et en os se fait désormais rare ou se réduit à quelques enseignes commerciales. Chacun y trouve son compte, d'une façon retorse. L'Afrique insoumise peut vandaliser des boutiques Orange et piller des supermarchés Auchan en guise de rite d'initiation. À ses yeux, un président qui s'accroche au pouvoir est forcément un satrape de la Françafrique, même s'il se rend au sommet convoqué par Poutine contre l'avis de Paris, comme le Camerounais Paul Biya, âgé de 90 ans dont quarante et un passés au pouvoir. En revanche, quand un chef d'État renonce à la tentation du troisième mandat, comme vient de le faire Macky Sall au Sénégal, l'opposition radicale implose - elle ne savait mobiliser que contre « l'homme de la France ».

De son côté, l'ex-métropole accomplit son travail de mémoire en parlant abondamment de ce qui était passé sous silence quand elle était encore une vraie puissance en Afrique - c'est l'anamnèse après l'amnésie. Sous la menace de se réduire au lavage de la mondialisation, la France s'est longtemps consolée, comme Meursault dans *L'Étranger* de Camus : « *Même sur le banc des accusés, il est toujours agréable d'entendre parler de soi.* » Plus tellement, bien sûr, à l'heure de la sentence.

\* Stephen Smith est l'auteur de l'essai remarqué « La Ruée vers l'Europe. La jeune Afrique en route pour le Vieux Continent » (Grasset, 2018).